



HAL
open science

Perspectives chinoises Éditorial

Paul Jobin, Frank Muyard

► **To cite this version:**

Paul Jobin, Frank Muyard. Perspectives chinoises Éditorial. Perspectives chinoises, 2010, pp.2 - 4.
halshs-02515606

HAL Id: halshs-02515606

<https://shs.hal.science/halshs-02515606>

Submitted on 23 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Éditorial

Paul Jobin, Frank Muyard

Citer ce document / Cite this document :

Jobin Paul, Muyard Frank. Éditorial. In: Perspectives chinoises, n°112, 2010. pp. 2-4;

https://www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_2010_num_112_3_4003

Fichier pdf généré le 29/03/2019

Editorial

PAUL JOBIN ET FRANK MUYARD

À l'orée des années 2010, Taiwan fait encore une fois face à des défis politiques, économiques et sécuritaires majeurs pour préserver et accroître ses accomplissements passés et présents. Pour ceux qui vivent à Taiwan, ou qui s'y intéressent de près, il n'y a là rien de nouveau. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, chaque décennie a apporté au pays son lot de crises, menaces et pressions mettant en jeu son système sociopolitique voire son indépendance, et testant la capacité des Taiwanais à surmonter de telles difficultés. Le pays et ses habitants ont toutefois non seulement survécu et vaincu ces obstacles, mais ils sont même parvenus à engendrer deux « miracles ». Un « miracle économique » d'abord : l'île s'est sortie de la pauvreté de l'après-Seconde Guerre mondiale pour créer une économie prospère, dans un premier temps sur les traces du Japon et grâce au système de sous-traitance internationale, puis en développant une société industrielle de technologies de pointe. Un « miracle politique » ensuite, avec la transformation de l'un des plus vieux systèmes autoritaires d'État-parti en l'une des sociétés les plus démocratiques et ouvertes d'Asie et même du monde.

Il y a 20 ans, Taiwan entrait dans une ère de démocratisation sous la direction du Kuomintang (KMT) de Lee Teng-hui, le premier président d'origine taiwanaise, et d'une coalition implicite entre les réformateurs du KMT et le principal parti politique d'opposition, le taiwano-centré Parti démocrate progressiste (*Minjindang*, ci-après DPP selon l'acronyme anglais). Au cours des années 1990, les élites politiques, soutenues par l'électorat, ont progressivement mais profondément démocratisé et taiwanisé les institutions politiques de la République de Chine (RDC), fondée en 1912 et transférée à Taiwan en 1949 : élection démocratique de l'Assemblée nationale et du Yuan législatif par (et seulement par) l'électorat taiwanais en 1991 et 1992, élection présidentielle directe en 1996, et séries d'amendements à la Constitution pour l'adapter au nouveau contexte politique. La population taiwanaise de souche, majoritaire (au moins 85% de la population) mais largement exclue du pouvoir national ou local réel jusqu'à la fin des années 1980, a alors pu accéder aux plus hauts échelons de l'État, dans les secteurs exécutif, législatif et judiciaire, ainsi que dans les principaux comtés et municipalités. Dans le même temps, l'ouverture de la Chine au tourisme et aux investissements taiwanais a initié un processus de délocalisation de l'industrie taiwanaise

pour le plus grand profit de la Chine et des hommes d'affaires taiwanais, tandis que l'économie insulaire passait progressivement d'une base de production à bas coûts au développement de produits informatiques et électroniques à forte valeur ajoutée.

Les années 2000 ont vu l'approfondissement de ces deux processus. L'élection surprise du candidat du DPP Chen Shui-bian lors des élections présidentielles de 2000, a marqué un transfert de pouvoir historique à l'opposition, après plus de 50 ans d'hégémonie du KMT, et incarné le changement de régime tant sur le plan symbolique que pratique. Réélu en 2004, mais toujours incapable d'arracher au KMT le contrôle du Parlement (lieu essentiel du pouvoir dans toute démocratie), les gouvernements DPP de Chen Shui-bian ont renforcé la démocratisation et la taiwanisation du pays, un processus soutenu par la majorité de la population, qui a progressivement abandonné son ancienne identité nationale chinoise pour une nouvelle identité taiwanaise, démocratique, ouverte et multiculturelle. Mais la montée du nationalisme taiwanais et les efforts gouvernementaux pour promouvoir la reconnaissance internationale de Taiwan ont aussi été sources de tensions, à la fois à Taiwan et dans la communauté internationale. Ceux-ci menacent en effet la vieille idéologie sino-centrée du KMT, et entrent directement en conflit avec les prétentions de souveraineté de la République populaire de Chine (RPC) sur Taiwan. Les menaces et gesticulations militaires de la RPC contre Taiwan sont récurrentes depuis 1949. Leur intensification au milieu des années 1990, lors de la première vague de taiwanisation de la RDC sous Lee Teng-hui, a culminé dans la crise des missiles de 1995-96, et s'est poursuivie sans relâche pendant les huit années de gouvernement du DPP. Cette menace a attisé les tensions entre le camp des indépendantistes et le camp pro-chinois mené par un KMT réorienté sur un nationalisme chinois à l'initiative de Lien Chan et Ma Ying-jeou, tandis que la majorité de la population est favorable à la séparation présente et future d'avec la Chine sous l'expression codée de « statu quo ».

L'économie taiwanaise a parallèlement continué son développement dual, alliant une économie de hautes technologies, de services et d'exportations à une dépendance croissante envers la Chine pour la fabrication et la vente à bas coûts de produits conçus à Taiwan. Cela a entraîné une augmentation du chômage de la classe ouvrière et, plus large-

ment, des couches populaires alors que les cols blancs et les cadres supérieurs se délocalisent régulièrement en Chine, en vue de profiter des emplois bien rémunérés et des opportunités professionnelles engendrés par l'installation d'un nombre croissant d'entreprises taiwanaises et étrangères, notamment dans la région de Shanghai.

L'élection de Ma Ying-jeou en 2008 avait semblé signaler le désir des Taiwanais de mettre fin aux tensions politiques entre nationalismes opposés et entre Taiwan et la Chine, ainsi que leur souhait de bénéficier davantage de la croissance économique chinoise. Pour certains, ce second transfert de pouvoir avait non seulement consolidé la démocratie taiwanaise, mais également ouvert la possibilité d'une évolution de l'identité nationale et des perspectives d'avenir au regard de l'unification avec la Chine.

Avec le recul, l'année 2008 n'a toutefois pas apporté de changement majeur dans les principales évolutions caractérisant la société taiwanaise contemporaine, tels que la démocratie politique, l'identité nationale taiwanaise, l'intégration économique avec la Chine et l'augmentation des inégalités de revenus, l'internationalisation de la population et de son mode de vie, ou la construction d'une société multiethnique et multiculturelle (avec une plus grande reconnaissance des différents groupes ethniques composant la nation, y compris des nouvelles communautés d'immigrants et de conjoints d'Asie du Sud-Est). Tous ces phénomènes et ces tendances se sont en fait approfondis et accélérés ces dix dernières années, parfois même contre la volonté des administrations successives du DPP et du KMT. Au-delà des différends politiques, et malgré le réel conflit national et les sérieuses menaces qui pèsent sur la sécurité du pays, la décennie 2000 à Taiwan pourrait ainsi être globalement définie par la consolidation d'une société, et d'une nation, démocratique et distincte, qui vit plutôt bien sa diversité et sa complexité socio-culturelle. Les progrès en termes de droits collectifs et individuels se sont aussi accompagnés de la construction d'une société libre, de culture et de savoir, et plus ouverte à l'auto-critique et au reste du monde.

Ce numéro de *Perspectives chinoises* tente donc de décrypter ces évolutions et les défis auxquels la société taiwanaise fait face, que ce soit dans la redéfinition de sa relation avec la Chine ou la recherche de meilleures solutions aux multiples problèmes politiques et socioéconomiques du pays, tout en continuant de se construire autour de ses principales caractéristiques et valeurs. Les huit articles présentés ici abordent les principaux aspects du changement contemporain à Taiwan : politique nationale, relations avec la Chine, transformations économiques, monde du travail et questions

environnementales, histoire nationale, politiques culturelles et relations ethniques. Chaque article illustre dans son champ d'étude comment la dynamique démocratique, les évolutions politiques, l'autonomie des acteurs, la construction communautaire, ou le développement scientifique interagissent pour façonner la société actuelle et les perspectives des Taiwanais sur le présent, le passé et l'avenir de leur pays.

Le premier article, de Frank Muyard, se penche sur les deux premières années de la présidence de Ma Ying-jeou. Il souligne les résultats ambivalents de sa politique de rapprochement avec la Chine, et la difficulté du KMT à répondre aux attentes et besoins des Taiwanais. L'analyse des récents sondages et des élections locales éclaire aussi les fortunes diverses des deux principaux camps politiques, ainsi que le fossé croissant entre la majorité des Taiwanais et leur président sur la question de l'identité nationale. Jean-Pierre Cabetan, dans un article stimulant, montre ensuite combien la nouvelle détente avec la Chine, initiée par Ma Ying-jeou, comporte d'ambiguïtés et de périls pour la sécurité et la souveraineté à long terme de Taiwan : alors que l'influence économique chinoise sur l'île s'accroît, et que Pékin continue de renforcer les missiles et les forces armées dirigées sur l'île, l'effort de défense de Taiwan stagne. La sécurité du pays dépend désormais de plus en plus du soutien américain, provoquant à Washington de nouveaux débats sur le sens et la viabilité de son engagement.

La question de l'économie de Taiwan et l'enjeu de son intégration avec celle de la Chine sont étudiés dans l'article de Philippe Chevalérias, qui analyse les 20 dernières années du développement économique taiwanais et sa transformation au gré de la compétition et des opportunités du marché chinois. Depuis la fin des années 1980, la libéralisation des échanges commerciaux à travers le détroit a conduit les entrepreneurs de l'île à restructurer leurs activités, mais a dans un même temps renforcé la dépendance de l'économie taiwanaise envers sa base de production sur le continent. L'accord-cadre de coopération économique (ECFA : *Economic Cooperation Framework Agreement*) récemment signé avec Pékin est susceptible d'intensifier les échanges commerciaux et les investissements entre les deux rives du détroit, mais il ne contribuera pas à pallier les faiblesses structurelles de l'économie taiwanaise. Il a en outre suscité une forte opposition de la part des industries traditionnelles et des groupes sociaux menacés par un libre-échange accru avec la Chine. L'avenir reste cependant ouvert, précisément parce que Taiwan est une démocratie, de sorte que le gouvernement et les grandes entreprises pourraient se voir

contraints de modifier partiellement leurs projets. Les deux articles suivants s'intéressent sous différents angles à cette « variable » de la sociologie politique. La démocratie taiwanaise mérite une pluralité d'approches, non seulement à cause de la vitalité de ses élections, mais aussi pour le dynamisme de sa société civile. Le rôle essentiel que la protection de l'environnement a joué dans le mouvement pour la démocratie depuis les années 1980 est bien connu. Paul Jobin développe ici l'analyse en montrant comment les ONG investies dans l'écologie ou les questions de santé au travail se confrontent à l'État et aux entreprises à travers des formes originales de mobilisation destinées à augmenter la visibilité des risques industriels, qu'ils soient nucléaires, chimiques, électroniques ou d'autre nature. Bien que les partis écologiste et de gauche restent marginaux dans la course électorale, ces ONG parviennent à remettre en cause publiquement les pratiques de l'industrie taiwanaise en matière de protection de l'environnement, de santé publique et de droit du travail. Des syndicats plus puissants seraient toutefois nécessaires pour soutenir cet effort à plus grande échelle. Comme le démontrent Chin-fen Chang et Heng-hao Chang, la classe ouvrière et la petite bourgeoisie taiwanaises ont constamment souhaité des syndicats plus puissants, quel que soit le contexte politique et économique. Mais jusqu'à maintenant, tous les gouvernements successifs ont préféré se plier au lobbying des groupes d'affaires et limiter le pouvoir des syndicats, tandis que le taux de syndicalisation reste faible à Taiwan.

Les trois derniers articles s'intéressent aux interactions entre l'histoire, la politique et la recherche académique sur trois enjeux importants pour Taiwan : l'histoire nationale, les politiques culturelles et muséales, et les relations ethniques. Damien Morier-Genoud commence par retracer le développement, dans les années 1990 et 2000, d'une nouvelle histoire savante de Taiwan affranchie des modèles de l'historiographie nationaliste chinoise. Son article se penche sur les conditions d'émergence de cette historiographie, et examine plus en détail le travail de deux historiens taiwanais qui dépassent la périodisation politique classique pour s'intéresser aux dynamiques de longue durée de l'histoire taiwanaise et renouveler les perspectives sur la modernisation de la société insulaire. Il met aussi en lumière le rôle des soutiens institutionnels ainsi que l'influence des approches de l'histoire postcoloniale et de l'histoire globale sur le développement de cette nouvelle historiographie. Edward Vickers aborde ensuite les récentes politiques muséales du DPP et du KMT, au carrefour du culturel et du politique, et les controverses qu'elles reflètent à propos des différentes conceptions

du passé et de l'identité nationale du pays. Mis pendant des décennies au service du patriotisme chinois par le régime du KMT, les musées présentent depuis la fin des années 1980 un consensus croissant sur la spécificité historique et culturelle de Taiwan. Cette tendance s'est renforcée après 2000, bien que l'approche plus accommodante de la nouvelle administration vis-à-vis de la Chine depuis 2008 semble aussi influencer le monde des musées. En raison de la réactivité démocratique de la société taiwanaise et de la formation scientifique et professionnelle accrue de leurs administrateurs, les musées sont toutefois parvenus à maintenir une relative autonomie et pourraient servir de forums importants dans les débats sur l'histoire, la culture et l'identité de la société taiwanaise. Enfin, Dominic Meng-hsuan Yang et Maukuei Chang nous offrent une contribution importante sur les Taiwanais « continentaux », les *waishengren*. Les auteurs dressent un panorama de la recherche sur cette communauté au cours des dernières décennies, et analysent le contexte sociopolitique de son histoire depuis son arrivée à Taiwan, ainsi que les différentes approches utilisées pour l'étudier. Ils mettent en avant sa grande diversité et les nuances qui la parcourent, et proposent un nouvel agenda de recherche pour les « études *waishengren* » qui s'inspire des recherches sur les phénomènes de migrations et met davantage l'accent sur l'histoire et l'autonomie des acteurs. Cet article, qui affine notre perception des *waishengren*, pourrait aussi servir de modèle pour de futures recherches socio-historiques sur d'autres groupes ethniques et sociaux à Taiwan. •

• Traduit par Séverine Bardon